

**RAN LOCAL**

08/12/2021

DOCUMENT DE CONCLUSION*RAN LOCAL : Faire face au paysage en mutation de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme**25-26 novembre 2021, en ligne*

Le paysage en mutation de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme

Principaux résultats

Ces dernières années, le paysage de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme a considérablement évolué. Les coordinateurs locaux ont ciblé et structuré leurs stratégies de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent autour des menaces apportées par l'extrémisme islamiste violent. De nouvelles tendances se sont toutefois dessinées dans le paysage actuel de la radicalisation et elles pourraient bien amener une menace du même niveau que l'islamisme violent. Le présent article se fonde sur les résultats de la réunion du groupe de travail RAN LOCAL qui s'est tenue les 25 et 26 novembre 2021. Il récapitule les points de vue des praticiens concernant le paysage de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme tel qu'il est visible actuellement à l'échelle locale. Comment a-t-il évolué ? Face aux changements constatés, que faut-il faire pour préparer au mieux la stratégie locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ?

De manière générale, les principaux résultats des discussions s'adressent aux coordinateurs locaux de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, mais ils peuvent aussi intéresser certains praticiens de première ligne et confrontés à (certains de) ces changements.

Les discours complotistes, ainsi que le terrain propice qu'ils offrent à la violence et à l'extrémisme de droite, ont été les principaux développements mentionnés, ainsi que dans une moindre mesure, l'extrémisme de gauche et l'environnementalisme radical. À cet égard, les participants et coordinateurs locaux ont fait part de leurs inquiétudes concernant la pérennité de la coopération interinstitutionnelle (en ligne), du soutien politique et du financement de leurs activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, et mis en avant leur besoin d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences. Cependant, les participants ont préconisé que soit mise en place une stratégie de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent à la fois inclusive, flexible et neutre sur le plan idéologique, dans laquelle les droits de l'homme et les valeurs démocratiques seraient garantis et respectés.

Points forts de la discussion

Cette réunion de RAN LOCAL sur la façon de « faire face au paysage en mutation de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme » avait pour objectifs de recueillir des conseils et informations sur la façon d'assouplir la stratégie locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent afin qu'elle puisse s'adapter au paysage en mutation de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme. La rencontre en ligne a été organisée de sorte à favoriser les échanges entre participants afin qu'ils puissent apprendre les uns des autres au travers des thèmes suivants :

1. Identification des changements et discussion sur les développements décelés à l'échelle locale.
2. Échange d'expérience sur la façon dont la stratégie locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, et en particulier la coopération interinstitutionnelle, le soutien et le financement politique ainsi que les compétences des praticiens, s'est adaptée à l'évolution du paysage en place.
3. Partage et production d'idées et réflexions sur la façon d'adapter la stratégie locale à ce paysage en mutation.

Le premier jour de la rencontre, les participants ont indiqué les développements déjà visibles à l'échelle locale, les développements les plus problématiques ainsi que les changements qu'ils peuvent entraîner en termes de soutien politique et de financement de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et de coopération avec les autres entités. Ils ont aussi souligné le besoin pour les praticiens d'acquérir de nouvelles connaissances et/ou compétences.

Concernant les **développements déjà visibles** à l'échelle locale, il est une nouvelle fois apparu clairement que le paysage local a considérablement évolué au cours des dernières années. Presque tous les participants subissent actuellement les *conséquences des discours complotistes*. Cet aspect est particulièrement sensible dans le contexte actuel de la pandémie. Il est aussi assez visible du fait que de nombreuses personnes organisent et participent à des manifestations (et même à des émeutes). Les complotistes présentent des profils très divers. Certaines familles participent aux manifestations avec leurs enfants. Des personnes qui n'adhèrent à aucune idéologie et n'avaient rien à voir avec la radicalisation avant la pandémie. Nous faisons face à une nouvelle qualité de violence et à un groupe très hétérogène. Un des aspects particulièrement délicats à gérer est le fait que des fonctionnaires, parfois en uniforme, prennent part à ces manifestations.

Parallèlement aux discours complotistes, environ trois participants sur quatre sont confrontés à *l'extrémisme de droite*. Leurs idées se chevauchent en partie et l'on constate, par exemple, un lien de plus en plus fort entre partisans d'extrême droite et de QAnon.

Par rapport à il y a quelques années, les participants sont aujourd'hui seulement une minorité (environ un sur trois) à être confrontés à *l'extrémisme islamiste*.

L'extrémisme de gauche et *l'environnementalisme radical* ont aussi été mentionnés par certains participants. Les extrémistes de gauche sont, par exemple, visibles en Belgique, où ils prennent part à des manifestations contre les mesures de l'État concernant la pandémie. Toutefois, peu de connaissances sont actuellement disponibles sur ce groupe très au fait des aspects sécuritaires.

Lors des discussions sur les **développements les plus problématiques**, des inquiétudes ont été formulées concernant la capacité à *travailler en ligne*, et à intervenir où se trouvent les groupes cibles vulnérables. La nécessité de mieux *comprendre ce qui se passe* en temps réel et d'adopter pour cela une perspective selon différents angles a aussi été mentionnée. Mais, parallèlement, l'islamisme non-violent a aussi été identifié comme un défi actuel, tout comme la normalisation des discours d'extrême-droite.

Le soutien politique et le financement suscitent l'inquiétude de certains participants qui craignent une baisse des aides à long terme en conséquence aux difficultés économiques provoquées par la pandémie. Par ailleurs, le fait qu'aucun attentat de grande ampleur n'ait été commis depuis plusieurs années dans l'UE diminue l'attention accordée au phénomène et donc le soutien financier et politique accordé au travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Enfin, le fait que la menace présentée par l'extrémisme islamiste en Europe semble avoir diminué après la chute de Daesh pourrait servir à justifier une baisse du financement et des aides. Il existe un risque que des problèmes actuels tels que les théories du complot et l'extrémisme de droite soient associés dans une moindre mesure au travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Concernant la **coopération entre organisations**, les avis des participants semblent partagés. Pour certains, le télétravail a été synonyme d'un renforcement des contacts et de la coopération. Pour d'autres, le travail en ligne de ces derniers temps n'a rien amélioré, étant donné que des thèmes tels que le crime organisé sont davantage d'actualité en ce moment que le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Les participants se sont accordés, pour la majorité, sur le fait que les praticiens ont besoin de renforcer (et renouveler) leurs connaissances et/ou compétences pour pouvoir gérer efficacement les développements actuels dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Ils ont toutefois insisté sur le fait que les compétences et connaissances actuelles peuvent quand même être mises à profit. Les besoins spécifiques suivants ont été mentionnés :

- Sensibilisation à la connaissance des médias, la vérification des faits et l'identification des fausses informations et discours complotistes
- Analyse des médias sociaux
- Adaptation de cadres tels que les facteurs de prédiction des circonstances nouvelles
- Amélioration de la sensibilisation aux nouvelles formes de radicalisation

Durant la réunion, les efforts déployés par la **ville d'Amsterdam** pour **élargir la portée de son programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent** ont été présentés et discutés. La procédure d'adaptation du programme de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent étant en cours, aucune réponse tranchée n'a été apportée. L'évocation des expériences et difficultés rencontrées à Amsterdam s'est avérée intéressante pour discuter des changements actuels apportés à l'approche locale.

Le programme adopté à Amsterdam s'articule autour de quatre composants :

1. Création d'un *centre de connaissance et d'information* afin que la municipalité et ses partenaires puissent mieux comprendre les tendances et développements et les analyser. Des évaluations des risques, analyses des phénomènes et dispositifs de suivi sont élaborés en coopération avec des partenaires scientifiques tels que l'Université d'Amsterdam.
2. Mise en place d'un *réseau professionnel*, impliquant différents types de professionnels travaillant auprès des personnes vulnérables à la radicalisation. Un programme de formation est proposé aux professionnels concernés. Les responsables de compte des organisations professionnelles font le lien entre la ville et leur propre institution. En dialoguant avec les professionnels du réseau, Amsterdam peut se faire une idée de ce qui se passe dans la ville et signaler les cas possibles de radicalisation.
3. Programme de *prévention générale* : un programme qui a pour vocation d'éviter que les personnes vulnérables se radicalisent grâce à des interventions visant à renforcer leur résilience.
4. *Limitation des risques* : lorsque des risques concrets de radicalisation violente et non violente sont visibles, une approche au cas par cas est utilisée pour essayer de « ramener la personne dans la société ». Ces risques peuvent être signalés par les professionnels via une hotline spéciale.

Comment la ville adapte-t-elle son approche de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ?

Tous les six mois, la ville procède à une évaluation de la menace. Au cours de la dernière période, cette évaluation a été diversifiée. Actuellement, différents types d'extrémisme sont intégrés à l'évaluation (islamiste, extrême droite, sentiment antigouvernemental, extrême gauche, droits des animaux, et extrémisme et/ou activisme

environnemental). L'activisme est principalement observé dans ces idéologies et, actuellement, un paysage plus diffus et fragmenté est observé à Amsterdam.

La ville a essayé de rendre ses cadres analytiques (notamment les cadre d'évaluation du comportement des individus) plus *neutres sur le plan idéologique*, du fait qu'ils étaient auparavant axés sur l'extrémisme islamiste. Le but était ainsi de pouvoir déterminer le risque de violence associé aux différents types de radicalisation. L'intégration des formes d'extrémisme non violent pose également problème. La ville a essayé de définir les éléments clés de l'ordre juridique démocratique afin d'identifier les cas où il est (susceptible d'être) ébranlé.

Par ailleurs, Amsterdam a fait appel à son *réseau de professionnels* pour mieux faire connaître les différentes formes de radicalisation et proposer une formation. Une enquête a été réalisée pour connaître les idées et expériences des praticiens. La plupart des professionnels et autres parties prenantes (presse, politiciens) de la ville, font uniquement référence à l'extrémisme islamiste lorsqu'ils parlent de radicalisation. Pour élargir la notion de radicalisation, le maire d'Amsterdam évoque souvent les nouvelles formes de radicalisation, notamment lors des conseils municipaux. Et l'extrémisme (accélérationniste) de droite ayant tendance à être visible chez les jeunes, l'implication dans les établissements secondaires a été améliorée.

Amsterdam rencontre certaines *difficultés avec l'extrémisme de droite*. Elle a en effet du mal à identifier les jeunes vulnérables ou en train de se radicaliser en raison des restrictions imposées dans le cadre du travail en ligne. Les dispositions du RGPD limitent en effet les possibilités d'agir. Afin de pouvoir identifier les cas possibles, le réseau est en cours d'élargissement et la ville est en train de repenser ses politiques de prévention étant donné qu'elles sont en grande partie ciblées sur les groupes de migrants. Où et comment trouver les personnes vulnérables aux discours de droite et complotistes ?

Au cours de la discussion suivante, le [baromètre comportemental](#) du Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence a été mentionné comme étant un outil neutre sur le plan idéologique pour évaluer le comportement d'une personne.

Parallèlement aux efforts déployés à Amsterdam, deux courtes présentations ont été données sur les *développements et problèmes* observés actuellement en **Grèce** et en **Italie**. En *Italie*, du point de vue d'une personne intervenant auprès de la communauté des réfugiés, des développements importants ont été constatés au niveau des *réfugiés afghans*. Ils ont été accueillis très chaleureusement dans le pays alors qu'ils n'ont pas tous aidé l'armée italienne en Afghanistan. Cet accueil chaleureux par le gouvernement italien a créé la discorde au sein des groupes de réfugiés, certains d'entre eux ayant le sentiment que les réfugiés afghans bénéficient d'un traitement de faveur, en particulier au niveau de la prise en compte de leurs demandes d'asile. Cette situation a créé des conflits entre différents groupes de migrants et pourrait aussi avoir un impact sur la façon dont le gouvernement italien est perçu par certains d'entre eux, et donc donner naissance à des sentiments anti-gouvernementaux. Un expert *grec* a partagé son point de vue sur les discours complotistes et l'extrémisme violent pendant la pandémie de COVID-19. Il s'avère que la pandémie offre un nouveau terrain de jeu à la radicalisation. L'accumulation des nouveaux griefs (dégradation de la situation économique, niveaux élevés de stress et d'anxiété) incite les personnes à se radicaliser. Durant la pandémie, un « Big Bang » de fausses informations, de désinformation et de discours complotistes a été observé, renforçant aussi la pensée complotiste relative aux groupes ethniques. Comme l'ont montré plusieurs attentats perpétrés dans le monde (Christchurch, El Paso, Halle and Hanau), les discours complotistes jouent un rôle important dans l'extrémisme actuel. En Grèce, des groupes extrémistes de droite et de gauche ont modifié leur comportement pour atteindre de nouvelles personnes durant la pandémie. Face à cette situation, les coordinateurs locaux pourraient faire en sorte de :

- améliorer la recherche et les outils de détection en ligne
- évaluer la vulnérabilité
- remédier à l'isolement social et renforcer la résilience
- développer des récits alternatifs et des contre-discours, ainsi que des outils de communication stratégique
- gérer la polarisation

Recommandations

Les discussions de la deuxième journée de cette rencontre ont consisté à formuler des recommandations dans le but d'assouplir la stratégie locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent afin de pouvoir gérer les changements rapides constatés dans le paysage de la polarisation et de l'extrémisme. Les participants ont énoncé des conseils essentiels qui pourraient aider à calibrer la stratégie locale :

Recommandation générale :

Alors que le paysage de la polarisation, de la radicalisation et de l'extrémisme a subi de profondes mutations, d'autres changements essentiels devraient être apportés à la stratégie locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Les participants ont convenu que le moment était venu pour les autorités et praticiens locaux de commencer à remettre en question leur stratégie de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent en redéfinissant les objectifs visés et en réfléchissant à ce à quoi fait réellement référence la notion de « radicalisation ». Certains ont même suggéré de commencer à réfléchir à une stratégie alternative (2.0) de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, qui serait adaptée à la démocratie ouverte occidentale, **respectueuse des droits de l'homme, inclusive, flexible et neutre sur le plan idéologique.**

Recommandations spécifiques :

- **Redéfinissez la stratégie locale** en procédant régulièrement à une évaluation fondée sur des preuves des interventions et programmes afin de modifier la stratégie en conséquence. Parfois, il est inutile de chercher à réinventer la roue : nos connaissances et les pratiques déjà en place peuvent nous aider à relever les nouveaux défis rencontrés.
- La stratégie locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ne doit pas s'intéresser aux idéologies extrémistes spécifiques. **Travaillez à une stratégie plus neutre sur le plan idéologique** prenant aussi en compte les facteurs individuels et sociétaux.
- Même si certains développements peuvent sembler nouveaux dans le contexte local, certains d'entre eux ne le sont pas. Ils ont simplement pris une nouvelle forme, comme c'est le cas des discours complotistes. **Prenez des dispositions particulières pour mettre en place un suivi et des mesures de remédiation des menaces induites par ces changements.**
- **Rendez la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent plus inclusives.** Veillez à prendre en compte les contributions de professionnels ayant des perspectives culturelles différentes et les aspects sexospécifiques dans le travail et l'équipe de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
- **Réexaminez en permanence les sources des menaces** présentes dans la société et concentrez-vous sur votre mission principale : prévenir la violence. Gardez en tête que les praticiens locaux ne sont pas une « police des idées » et qu'ils sont là pour prévenir les actes de violence.
- Certaines formes de radicalisation et de polarisation, comme les sentiments antivax et anti-réfugiés, ne sont pas seulement présentes dans les communautés locales. On les trouve aussi au sein même des instances officielles locales. **Trouvez des moyens de gérer et prévenir ces problèmes au sein des organismes (de l'État).**
- La stratégie locale doit **respecter les valeurs démocratiques et les droits de l'homme**, notamment la liberté de parole et d'expression. Pour qu'elle puisse rester digne de confiance, assurez-vous que la stratégie locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent soit respectueuse des lois.
- Il est devenu plus difficile d'établir le contact avec les personnes vulnérables. Les coordinateurs locaux ont conseillé d'**intensifier les contacts avec les acteurs civils et locaux des différents secteurs** afin de rester au fait des développements récents et de garder un œil sur les personnes à risque.
- **Étudiez de façon plus approfondie les points communs et liens entre les différents groupes radicalisés.** Qu'ont-ils en commun ? Qu'est-ce qui motive leur position extrémiste ? À titre d'exemple, les mouvements antivax, les opposants à la 5G, les groupes d'extrême droite, ceux hostiles aux minorités et les groupes extrémistes islamistes ont en commun un sentiment de méfiance à l'égard de l'État. De plus,

ils utilisent dans une certaine mesure leurs discours mutuels pour saper la confiance des individus envers nos valeurs démocratiques et nos institutions.

- **Poursuivez les investissements dans des outils en ligne de prévention et de détection** puisque la dimension en ligne est présente dans chaque aspect du paysage en mutation. Les plateformes en ligne sont utilisées pour mobiliser les gens, diffuser les discours extrémistes et planifier des activités.
- Enfin, il est extrêmement important de **sensibiliser davantage la communauté locale** au paysage actuel de la radicalisation. Faites en sorte que les nouveaux phénomènes, leurs terrains favorables et les menaces potentielles soient abordés dans le débat public et avec les praticiens.

Recommandations en matière de coopération interinstitutionnelle :

- Améliorez votre compréhension du paysage actuel en **exploitant l'expertise et les connaissances réunies par les organisations de la société civile et autres ONG**.
- De nombreuses formes de polarisation et de radicalisation, comme celles des acteurs isolés, complotistes, antivax, opposants à la 5G et extrémistes antigouvernementaux, peuvent donner l'impression d'être désorganisées et dépourvues de structure hiérarchique. Cet aspect peut compliquer encore plus la prise en charge de ce problème dans la communauté locale compte tenu de l'impossibilité d'identifier le public cible. Par conséquent, il est important d'**inclure tous les acteurs concernés pour pouvoir dresser un bilan de la situation locale en cours**, notamment les éducateurs, experts en médias sociaux, travailleurs sociaux et soignants, enseignants, etc.
- Une confiance mutuelle entre les différents partenaires est nécessaire pour pouvoir s'adapter au paysage complexe et changeant. **Renforcez et cultivez la confiance entre les différents partenaires** et faites en sorte que toutes les parties prenantes comprennent le processus de prise de décision et la réflexion sur lequel il repose.

Recommandations en matière de soutien politique et de financement :

- Clarifiez la nature et l'étendue des changements sur le plan local. **Arrivez à un consensus concernant la nécessité de constituer de nouvelles unités d'expertise** pour prévenir et lutter contre ces menaces « potentielles ».
- Lorsque vous cherchez de nouveaux financements pour les activités et les interventions que vous souhaitez mettre en place, **définissez vos objectifs de manière concrète mais réaliste** et établissez un référentiel en fonction duquel les progrès peuvent être mesurés.
- Continuez d'identifier les ressources et partenaires pertinents susceptibles de favoriser l'exécution de votre plan d'action. **Établissez un plan d'attribution du financement transparent** et précisez le rôle et les responsabilités de chacun dans la mise en œuvre du plan d'action.

Recommandations en matière de compétences et de connaissances :

- Pour faire face aux nouvelles tendances de radicalisation et de polarisation, de nouvelles connaissances et compétences sont nécessaires. Discutez avec les praticiens de première ligne pour savoir quelles difficultés ils rencontrent actuellement et de quels outils et compétences ils auraient besoin pour y remédier. **Proposez des formations adaptées aux praticiens de première ligne pour mettre à niveau leurs compétences.**
- Les praticiens de première ligne possèdent peut-être les outils et connaissances adéquats pour faire face aux mutations, mais ils ont peut-être aussi besoin d'aide pour réorienter et transformer leurs compétences pour les adapter au nouveau paysage. **Identifiez les facteurs susceptibles de limiter la mise en œuvre de leur expertise et améliorez leurs aptitudes en matière de prévention.**

Suivi

Une prochaine réunion de suivi pourrait aborder le sujet de la prise en compte des droits de l'homme dans la nouvelle mouture de la stratégie locale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Dans quelle mesure la stratégie locale et ses interventions et programmes reflètent-ils et respectent-ils les droits fondamentaux de l'homme ? Devons-nous revoir la stratégie locale pour avoir la garantie que les droits de l'homme ne seront pas enfreints ?

Il pourrait être utile d'organiser une réunion exploratoire pour définir les besoins des praticiens de première ligne pour qu'ils puissent mieux prendre en charge les nouvelles formes de polarisation et d'extrémisme. Quels sont les outils, formations et expertises qui leur font défaut ? Comment pallier ce manque ?

Pour approfondir

Commission européenne. (2020). Quelles sont les théories du complot ? Pourquoi se développent-elles ? https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/fighting-disinformation/identifying-conspiracy-theories_fr

Conway, M., Scrivens, R., & Macnair, L. (2019). Right-wing extremists' persistent online presence: History and contemporary trends. ICCT Policy Brief. doi:10.19165/2019.3.12
<https://icct.nl/app/uploads/2019/11/Right-Wing-Extremists-Persistent-Online-Presence.pdf>

Sieckelinck, S., & Gielen, A.-J. (2018). Les facteurs de protection et de promotion renforçant la résilience à la radicalisation violente, document de synthèse. Centre d'excellence du RAN. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/ran_paper_protective_factors_042018_en.pdf

CTED. (2020). Les États membres inquiets de la menace croissante et de plus en plus transnationale présentée par le terrorisme d'extrême droite. CTED Trends Alert | Avril 2020, Conseil de sécurité des Nations Unies - Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED) https://www.un.org/sc/ctc/wp-content/uploads/2020/04/CTED_Trends_Alert_Extreme_Right-Wing_Terrorism.pdf

Sessa, M. G. (2020). COVID-19 conspiracy theories: Comparative trends in Italy, France, and Spain. EU DisinfoLab. <https://www.disinfo.eu/publications/covid-19-conspiracy-theories-comparative-trends-in-italy-france-and-spain/>